



COMMISSION DE
L'OCEAN INDIEN

**Revue de presse
27 août au 02 septembre 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Migration et sécurité.....3

- Migration dialogue for IOC countries set up
- La migration dans l'océan Indien en cours de discussion aux Seychelles; traite des êtres humains, changement climatique, sécurité à l'ordre du jour
- First steps towards a Migration Dialogue for Indian Ocean Commission countries (MiDIOCC)
- Seychelles : les pays de la zone réunis pour discuter de migration et de sécurité

1.2 Energies renouvelables.....14

- Madagascar représenté au concours régional Energies
- Remise de Prix du concours régional ENERGIES
- Eco-Schools : la finale régionale du concours ENERGIES ce jeudi à l'hôtel Voilà Bagatelle
- Concours régional ENERGIES : Quatre écoles dont un lycée privé malgache en finale
- [Vidéo] COI : Des formations sur l'installation de panneaux photovoltaïques pour les sociétés locales

1.3 Sécurité maritime : Interview Raj Mahabeer22

- Raj Mahabeer: «Des caïds se cachent derrière la piraterie...»

1.4 Agriculture : Sécurité alimentaire.....28

- Promotion de l'agriculture dans la Sud pour FAO

II Centres d'Intérêt

2.1 Coopération.....30

- Coopération : Deux programmes financés par l'UE

2.2 Sécurité maritime.....33

- Le Japon accorde 7.1 millions de dollars aux Seychelles pour soutenir la sécurité maritime

MiDIOCC consultative meeting

Migration dialogue for IOC countries set up

A migration dialogue for Indian Ocean Commission countries has been established following the two-day consultative meeting held here and which came to an end yesterday.

Delegates of the Indian Ocean Commission (IOC) member states as well as the IOIC secretariat general and the International Organisation for Migration (IOM), were meeting at the Eden Bleu hotel from August 26-28, 2019.

Recognising the common benefits of inter-state dialogue and intra-regional cooperation on migration and related issues in the Indian Ocean region, the delegates came to a consensus known as the Mahé Consensus to establish an informal and non-binding process for regular consultations on migration issues, with a core purpose of promoting the common interest of the IOC member states and cooperation on migration issues among the IOC member states and, where necessary, with other regional economic communities.

Delegates agreed on the importance for regular dialogue and consultations on migration to promote common understanding and policy coordination on migration issues in the Indian Ocean region. They deliberated on a number of key thematic issues including:

- a) Labour mobility and human development;
- b) Sustainable development of island states, including small island developing states (Sids);
- c) Migration, environment and climate change;
- d) Integrated border management;
- e) Collection, analysis and information sharing on migration data;
- f) Migration and health;

- g) Free movement of people in the IOC area;
- h) Maritime security and safety;
- i) Migration, trade and tourism;
- j) Countering human smuggling and trafficking in human beings;
- k) Addressing irregular migration; and
- l) Diaspora engagement for development.

The delegates called on the International Organisation for Migration (IOM) to continue its support to member states and to strengthen its close operational collaboration with the IOC secretariat general to foster dialogue on migration management in the IOC geographic area.

Discussions led to a consensus on the relevance of establishing an informal and non-binding process for regular dialogue on migration and other related issues. More specifically, this consultative process would aim:

- To initiate a forum for consultations and regular exchange of information, experiences and good practices on migration and other related issues of interest and common concerns, such as facilitating human mobility; promoting targeted labour mobility; integrated border management and the fight against transnational crimes; effects of climate change and environmental degradation;
- To enhance knowledge and foster a greater understanding and policy coherence by stakeholders of the migration phenomenon and migration dynamics in the IOC region, as well as policy coordination in this area;
- To build consensus among IOC member states on migration and related issues;
- To enhance national and regional institutional and technical capacities for effective migration management in a collaborative and knowledge-based manner;
- To identify priority issues of common interest to IOC member states focusing on technical cooperation, capacity building, migration-related information collection, dissemination and sharing;
- To enhance dialogue and cooperation on migration and related issues between IOC member states and, where necessary, other states from the region and regional economic communities;
- To promote safe, orderly and regular migration in accordance with the United Nations Agenda 2030, the African Union Agenda 2063 and the global compact on migration (GCM).

During the 33rd IOC Council of Ministers meeting of September 12-13, 2018 in Mauritius, in its decision No. 6 on the free movement of people and goods in IOC areas, the IOC secretariat general was invited to continue the reflection and propose solutions particularly related to the facilitation of movements, this in reference to the IOC's 2018-2021 Strategic Development Plan.

The delegates have thanked the Republic of Seychelles, the IOM and the IOC secretariat general for organising and facilitating this consultation.

They are also recommending that the results of the Migration Dialogue for IOC Countries (DiMOI), the Mahé Consensus, be brought to the attention of the 34th Council of Ministers for decision.

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11547/La+migration+dans+l%27ocan+Indien+en+cours+de+discussion+aux+Seychelles%3B+traite>

La migration dans l'océan Indien en cours de discussion aux Seychelles; traite des êtres humains, changement climatique, sécurité à l'ordre du jour

Daniel Laurence Édité par Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



M. Kwenin a expliqué que les mouvements de population dans l'océan Indien tournaient principalement autour du tourisme et de la migration pour le travail. (Louis Toussaint)

([Seychelles News Agency](#)) - Les membres de la **Commission de l'océan Indien** (COI) discutent cette semaine aux Seychelles des problèmes liés aux migrations dans la région, notamment la sécurité maritime, le changement climatique, la traite des êtres humains et les risques pour la santé.

Les discussions font partie d'une réunion consultative de trois jours sur l'établissement d'un dialogue sur la **migration** pour les pays de la **Commission de l'océan Indien** (MiDIOCC).

La réunion des 26 et 28 août est organisée par les Seychelles, qui assurent la présidence de la Commission de l'océan Indien. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) s'associe à la COI pour organiser et diriger cette réunion.

La **Commission de l'océan Indien** - une organisation intergouvernementale créée en 1982 - comprend les Seychelles, Madagascar, les Comores, Maurice et la Réunion, un département français d'outre-mer.

Fondée en 1951, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine des migrations et travaille en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux.

Le secrétaire principal pour l'Immigration, Alain Volcere, a déclaré que «les deux organisations se sont associées pour lancer cette discussion et nous espérons que ce ne sera pas la dernière, que ce sera un exercice qui se poursuivra sous une meilleure structure à l'avenir. »

«Le forum nous permet d'exprimer et d'échanger des idées ainsi que d'explorer les opportunités en ce qui concerne les défis à relever. Il faut mettre davantage l'accent sur la façon de maximiser les avantages de la **migration** au lieu de la considérer uniquement comme une chose négative, qu'il convient de minimiser », a déclaré M. Volcere.



Les discussions font partie d'une réunion consultative de trois jours sur l'établissement d'un dialogue sur les migrations pour les pays de la Commission de l'océan Indien. (Joena Meme) Photo License: [CC-BY](#)

Il a ajouté qu'il y avait environ 260 millions de migrants dans le monde et que cette région n'avait pas été épargnée. Il est important que les îles de l'océan Indien commencent un tel dialogue afin de voir comment mieux gérer ces problèmes.

De tels dialogues existent déjà pour les pays du nord, du sud, de l'ouest, de l'est et du centre de l'Afrique.

«Les pays de l'océan Indien n'ont pas de voisins terrestres comme il en existe sur le continent africain et ce sont des pays bordés par un vaste océan. Il est important que vous examiniez vos réalités spécifiques et que

vous les abordiez. Lors de cette réunion, nous espérons que les États membres discuteront de certaines des questions prioritaires ", a déclaré Charles Kwenin, directeur régional de l'Organisation internationale pour la **migration** en Afrique australe.

M. Kwenin a expliqué que les mouvements de population dans l'océan Indien tournaient principalement autour du tourisme et de la **migration** pour le travail, en particulier aux Seychelles et à Maurice.

«Surtout à Maurice et aux Seychelles, la population vieillit beaucoup plus, car ce sont des pays à revenu élevé, donc leur espérance de vie est supérieure à celle des autres pays», a déclaré M. Kwenin.

Il a ajouté que le régime de visa d'un pays est également un facteur qui influe sur la migration.

Dans son discours d'ouverture, le vice-président Vincent Meriton a déclaré: "Les Seychelles accueillent environ 21 000 travailleurs étrangers. La plupart d'entre eux sont employés dans les secteurs de la construction, du tourisme et de la pêche. À ce jour, nous sommes parmi les pays, si ce n'est le seul au monde, où l'exemption de visa est ouverte à tous. Cela signifie que la **migration** et la libre circulation des personnes sont au cœur de l'économie et de la vie des Seychelles. "

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, a été le pays africain le plus performant en matière d'ouverture des visas en 2018.

<http://www.nation.sc/articles/1335/first-steps-towards-a-migration-dialogue-for-indian-ocean-commission-countries-midiocc>

First steps towards a Migration Dialogue for Indian Ocean Commission countries (MiDIOCC)



Delegates and guests in a souvenir photograph after the opening ceremony

Representatives and officials from member states of the Indian Ocean Commission (IOC) and the International Organisation for Migration (IOM), under the United Nations (UN) Migration Agency, are attending a three-day consultative meeting on the establishment of a Migration Dialogue for Indian Ocean Commission countries (MiDIOCC), at the Eden Bleu Hotel.

The meeting was officially launched yesterday morning by Vice-President of the Republic of Seychelles and current chair of the IOC, Vincent Meriton, who remarked that the people from Indian Ocean states were themselves migrants from Africa, India, China, Europe and the Middle East noting the numerous diverse reasons for migration including “to aspire to a better life, to gain access to employment or quality education for children as well as to overcome strained political and social contexts, escape the risk of epidemic among other reasons.

“Our meeting clearly has a political dimension. It will, in effect, bring us to discuss public policies, human and social issues, environmental and climate. In fact, it will bring us to discuss the legitimate aspiration of men and women of our countries to live better, to live free, to live in security,” he said.

"I hope that this process, which is respectful of sovereignty and non-binding, if it is approved by the states, will take place over the long-term so that our powerful countries will always respond more effectively to the complex and multifaceted issues of migration. Migration management is a challenge of our time, but it also opens up opportunities for growth and social growth," Mr Meriton stated during his official opening address.

Yesterday's sessions continued through the day with the first session focused on intra-regional cooperation on migration and the opportunities and challenges faced by IOC countries. Following plenary discussions, the second session on promoting regional integration and cooperation through human mobility was held in the afternoon with emphasis on sustainable development of small island states.

Today's session will continue with a session on promoting regional integration and cooperation through human mobility, migration data, migration and health and trade, tourism and free movement of persons and goods in the IOC.

The meeting is scheduled to end tomorrow after plenary discussions and the review and adoption of the meeting's outcome document.

IOM regional director for Southern Africa, Charles Kwenin, highlighted the importance of inter-state dialogue on migration and commended Seychelles and Mauritius for the VISA regimes which serve to encourage migration and tourism.

"Migration as you know is inter-ministerial and is multi-faceted in the sense that different ministries dealing with different aspects of migration. In many countries you will find ministries of labour dealing with labour migration, home affairs and interior affairs dealing with emigration and immigration, so it is important that we have this inter-ministerial dialogue and at the same time, it provides the opportunity for inter-state dialogue bringing different governments together to have a common understanding of migration and also to have policy coherence because migration is so misunderstood and I think it is important that we have a common approach among member states, among ministers and among stakeholders," Mr Kwenin said.

"The Indian Ocean states do not have locked neighbours as they are bordered by the vast ocean. Large oceanic states, the migration dynamics is such that you have many more labour migration especially to Seychelles and Mauritius in particular, and also at the same time, because of a lot more labour migration, there tends to be a lot of abuse, and it is also likely to have issues of human trafficking where unscrupulous people use labour to deceive people and end up in trafficking. The dynamics are such that, you

have a lot more ageing population especially in Mauritius and Seychelles because they are higher income countries so they have comparatively higher life expectancy as compared to other countries,” Mr Kwenin said.

He noted that Seychelles ranks top of all African countries in terms of the VISA regime and commended the government of Seychelles for such.

Furthermore, Mr Kwenin noted that the meeting aims to highlight the issues faced by IOC member states since such challenges differ from states on mainland Africa.

“So in this meeting, we are hopeful that the member states will discuss the issues that are priority such as maritime security, issues such as security, environment and climate change, issues in trafficking of human beings, issues such as migration health because as people cross borders, there are health implications. Migration is a public health hazard as you cross borders, you have ebola, tuberculosis and a lot more issues that need to be addressed so we are hoping that by the end of this meeting, we will be able to conclude and agree on the need to establish a platform, a migration dialogue for the Indian Ocean countries, similar to what we have in ECOAS, the migration dialogue for SADC so it is important that for the Indian Ocean countries, even though they are all part of SADC, they also have their own vulnerabilities and specificities that need to be recognised because what may be of particular importance to the Indian Ocean countries, may not be necessarily be the priorities or the needs of mainland Africa, of countries who borders oceans and countries that borders land so we have to recognise that,” he concluded.

Pour plus d'informations en anglais

- <http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11546/Indian+Ocean+migration+being+discussed+in+Seychelles%3B+human+trafficking%2C+climate+change%2C+security+on+agenda>

29 Août 2019

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/ocean-indien/seychelles/seychelles->

Seychelles : les pays de la zone réunis pour discuter de migration et de sécurité

RÉUNION 1ÈRE Les dirigeants de Madagascar, des Comores, de Maurice et de la Réunion étaient réunis aux Seychelles pour partager leur vision sur la migration, le changement climatique, la sécurité et la traite des humains. Des thèmes sensibles avec des approches différentes selon les pays.



Pendant trois jours à l'invitation de la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), les dirigeants des pays de la zone ont pu échanger concernant cette vaste question et ces différents aspects. L'archipel des Seychelles est l'un des rares, et peut être le seul pays au monde, à ne pas demander de visas. L'exemption est la règle. 21 000 travailleurs étrangers travaillent sur son sol actuellement. L'essentiel de cette main d'œuvre est employé dans le BTP, le tourisme et la pêche.

Les Seychelles et Maurice ont besoin de main d'œuvre

Pour l'archipel comme pour l'île Maurice, le recours à des migrants est une évidence explique Charles Kwenin, directeur régional de l'OIM : *"dans ces deux pays, la population vieillit. Les revenus et l'espérance de vie augmentent. Ils doivent faire appel à des ouvriers extérieurs"* écrit **Seychelles News Agency**. Reste que des affaires de traites d'humains se multiplient aux Seychelles, à Maurice comme à Madagascar. Des personnes

isolées sont vendues comme esclave par des réseaux sans scrupules à des "entrepreneurs" véreux.

La migration et le réchauffement climatique sont liés

Le réchauffement climatique est également indissociable de la problématique migratoire. Le manque d'eau, la montée des océans préoccupent l'ensemble des intervenants. La menace se précise et cette réalité doit être anticipée. Le secrétaire Principal pour l'Immigration et l'Etat Civil des Seychelles, Alain Volcere, a tenu à apporter la vision de son pays sur cette question migratoire : *"Le forum nous permet d'exprimer et d'échanger des idées et d'explorer les opportunités en ce qui concerne les défis à relever. Il faut mettre davantage l'accent sur la façon de maximiser les avantages de la migration au lieu de la considérer uniquement comme une chose négative, qu'il convient de minimiser"*.

COI et ses Projets

Energies renouvelables

28 Août 2019



<https://actu.orange.mg/madagascar-represente-au-concours-regional-energies/>



Madagascar représenté au concours régional ENERGIES

📅 28 Aug 2019

Partager sur :



Facebook



Twitter



LinkedIn

Miora Fandresena Veloarivony et Herinomena Randrianarimanana, élèves en 1^{ère} C du Lycée Sabotsy Namehana, accompagnés par leur professeur de physique Vonjy Nirina Rakotoalaly s'envoleront pour l'île Maurice et représenteront Madagascar au concours ENERGIES lors du second Forum Régional des Energies Durables qui se tiendra ce 29 août 2019. « *En tant que coordinateur du programme mondial Eco-Ecole à Madagascar, la participation d'un éco-école malagasy à ce concours est déjà considéré comme une récompense pour Madagascar National Parks, sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, car la promotion de l'utilisation de l'énergie renouvelable par les jeunes est un des facteurs qui réduiront la déforestation, causée en grande partie par l'utilisation des bois pour l'énergie* » a souligné le Dr Mamy Rakotoarijaona, Directeur General de Madagascar National Parks.

Hier, ces gagnants ont reçu leurs billets d'avion et les encouragements de Madagascar National Parks et de la grande famille de leur lycée ainsi que de l'argent de poches de la part de la Commune de Sabotsy Nahamena.

Ce jeudi, ils auront pour mission de présenter et de défendre leur projet intitulé « Du "Biogaz" au lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana », devant un comité régional qui élira le gagnant. Organisé par le programme ENERGIES, financé par l'Union Européenne et mise en œuvre par la Commission de l'océan Indien et le réseau Eco-Schools océan Indien, ledit concours régional mettra en compétition trois autres écoles dont les projets ont été sélectionnés par les comités nationaux de leur pays à savoir : « *Solar Lycée* » du lycée Said Mohamed Djohar pour les Comores ; « *A proposal to use solar energy as an alternative power source for Mauritius College* » de Mauritius College Boys pour Maurice ; et enfin « *Solar grass cutter* » de Anse Royale Secondary School pour Seychelles. A part le fait de rencontrer les jeunes et enseignants de la région qui œuvrent pour la transition énergétique ainsi que les professionnels dans le domaine, le projet permettra au gagnant de remporter le financement à hauteur de 3.000 euros.

C'est quoi le projet « du Biogaz au lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Nahamena » ?

« Notre projet consiste à produire du gaz, destiné à la cuisson avec le recyclage des ordures organiques. C'est très écologique car non seulement nous avons du gaz après la fermentation des ordures mais aussi des engrais naturels » a expliqué RAKOTOROALAHY Vonjy Nirina. Un projet à la fois réaliste et utile pour la société et l'environnement. Pour ce qui est dans sa mise en œuvre, dans un futur proche, une collaboration avec la commune de Sabotsy Nahamena est en vue avec le ramassage des ordures organiques des marchés afin d'y être recyclées au lycée. *« Nous ferons le*

Remise de Prix du concours régional ENERGIES



coiCommission de l'océan Indien

Lancé en février 2019, le concours régional ENERGIES vise à sensibiliser les jeunes en les impliquant dans un projet concret en lien avec les énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique. Le programme ENERGIES a distribué des kits pédagogiques constitués de maquettes modulables et manipulables permettant de bien comprendre le fonctionnement des énergies renouvelables dans 85 écoles de la région (trois aux Comores, 21 à Madagascar, 47 à Maurice et 11 aux Seychelles), membres du réseau Eco-Schools océan Indien.

Les enseignants ont été formés à l'utilisation des kits afin qu'ils puissent à leur tour former leurs élèves et leurs collègues. Le programme ENERGIES a invité les écoles qui le désiraient à constituer une équipe d'élèves qui avait pour défi d'imaginer un projet d'installation fonctionnant avec une énergie renouvelable, et/ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique, pouvant être utile à l'école et, par extension, à l'ensemble de la communauté.

Découvrir le projet gagnant qui sera financé à hauteur de 3,000 euros
Rencontrer des jeunes et enseignants de la région qui œuvrent pour la transition énergétique

Rencontrer les représentants de la COI, du programme ENERGIES, du réseau Eco-Schools océan Indien, ainsi que les membres du jury et professionnels de la filière énergétique de la région

Eco-Schools : la finale régionale du concours ENERGIES ce jeudi à l'hôtel Voilà Bagatelle



La finale régionale du concours ENERGIES mettant en compétition 4 écoles de la région se tient bien ce 29 août 2019. Organisé par le programme ENERGIES, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien, et le réseau Eco-Schools océan Indien, le concours régional ENERGIES mettra en compétition quatre écoles dont les projets ont été sélectionnées par les comités nationaux de leurs pays : « *Solar Lycée* » du lycée Said Mohamed Djohar (Comores) ; « *Biogaz au lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana* » du lycée Sabotsy Namehana (Madagascar) ; « *A proposal to use solar energy as an alternative power source for Mauritius College* » de Mauritius College Boys (Maurice) ; et « *Solar grass cutter* » de Anse Royale Secondary School (Seychelles).

Ces projets ont été élaborés dans le cadre d'une activité pédagogique régionale privilégiant une approche participative en matière d'enseignement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'école qui remportera le concours régional verra son projet financé à hauteur de 3,000 euros (environ Rs 120 000) par le Groupe Telma.

Lancé en février 2019, le concours régional ENERGIES vise à sensibiliser les jeunes en les impliquant dans un projet concret en lien avec les énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique. Le programme ENERGIES a distribué des kits pédagogiques constitués de maquettes modulables et manipulables permettant de bien comprendre le fonctionnement des énergies renouvelables dans 85 écoles de la région (trois aux Comores, 21

à Madagascar, 47 à Maurice et 11 aux Seychelles), membres du réseau Eco-Schools océan Indien.

Les enseignants ont été formés à l'utilisation des kits afin qu'ils puissent à leur tour former leurs élèves et leurs collègues. Le programme ENERGIES a invité les écoles qui le désiraient à constituer une équipe d'élèves qui avait pour défi d'imaginer un projet d'installation fonctionnant avec une énergie renouvelable, et/ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique, pouvant être utile à l'école et, par extension, à l'ensemble de la communauté.

Concours régional ENERGIES : Quatre écoles dont un lycée privé malgache en finale

Le lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana figure parmi les quatre établissements scolaires de la région Océan Indien, membres du réseau Eco-Schools, arrivés en finale du concours régional ENERGIES organisé par le programme ENERGIES et le réseau Eco-Schools Océan Indien. Un concours qui s'inscrit dans les actions de sensibilisation du programme ENERGIES (financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien ou COI), visant à sensibiliser les jeunes en les impliquant dans un projet concret en lien avec les énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique. Ces quatre établissements présenteront demain 29 août 2019 à Maurice, leurs projets respectifs, qui les ont propulsés en finale après avoir été sélectionnés par les comités nationaux de leurs pays.

Projets. Ainsi, outre le lycée privé malgache situé dans le district d'Antananarivo Avaradrano, qui présentera son projet « *Biogaz au lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana* », trois autres écoles s'aligneront également en finale. Il s'agit du lycée Said Mohamed Djohar (Comores) avec son projet « *Solar Lycée* » ; le Mauritius College Boys (Maurice) et son projet « *A proposal to use solar energy as an alternative power source for Mauritius College* » ; et l'école Anse Royale Secondary School, aux Seychelles, qui présentera son projet « *Solar grass cutter* ». Ces projets ont été élaborés dans le cadre d'une activité pédagogique régionale privilégiant une approche participative en matière d'enseignement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Kits et formations. Pour rappel, le programme ENERGIES, dans le cadre de ses actions de sensibilisation sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, origine de ce concours, a distribué des kits pédagogiques constitués de maquettes modulables et manipulables permettant de bien comprendre le fonctionnement des énergies renouvelables dans 85 écoles de la région, dont 21 à Madagascar, trois aux Comores, 47 à Maurice et 11 aux Seychelles, tous membres du réseau Eco-Schools Océan Indien. De même, les enseignants ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation des kits afin qu'ils puissent à leur tour former leurs élèves et leurs collègues. Les écoles qui le désiraient ont été, par la suite, invités à constituer une équipe d'élèves qui avait pour défi d'imaginer un projet d'installation

fonctionnant avec une énergie renouvelable, et/ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique, pouvant être utile à l'école et, par extension, à l'ensemble de la communauté.

Six mois après son lancement en février dernier, le concours régional ENERGIES connaîtra son grand vainqueur demain soir, à l'issue de la finale régionale. L'école qui remportera le concours verra son projet financé à hauteur de 3000 euros par le Groupe Telma.

Hanitra R.

Plus d'infos

- <http://www.moov.mg/>
- <https://fr.allafrica.com/stories/201908280628.html>
- <https://www.webmauritius.com/article/mauriceactu/Eco-Schools+%3A+la+finale+r%C3%A9gionale+du+concours+ENERGIES+ce+jeudi+%C3%A0+l%E2%80%99h%C3%B4tel+Voil%C3%A0+Bagatelle/1240556>
- <https://www.newsmada.com/2019/08/29/fifaninanana-energies-any-maorisy-hisolo-tena-ani-madagasikara-ny-lycee-andrianamponinimerina/>
- https://www.facebook.com/permalink.php?id=892374494444335&story_fbid=946775389004245
- <http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/08/29/concours-regional-energies-une-eco-ecole-soutenue-par-mnp/>
- <https://topfmradio.com/media-center/news/16-participants-assisteront-au-ioc-energies-programme-pendant-6-jours>

30 Août 2019

<http://ionnews.mu/video-coi-des-formations-sur-l'installation-de-panneaux->

[Vidéo] COI : Des formations sur l'installation de panneaux photovoltaïques pour les sociétés locales

by Mandira Dawosing



Un programme de formation de six jours sur l'installation de panneaux photovoltaïques et le solaire thermique (chauffe-eau solaire) a lieu au Knowledge Based Training Centre de Port Louis. Depuis le 26 août, un expert d'une compagnie française, Tecsol, qui se présente comme un «*spécialiste indépendant de l'énergie solaire*», guide les compagnies locales à travers des sessions théoriques et pratiques.

Les sessions sont à l'initiative de la Commission de l'océan Indien, en collaboration avec le Mauritius Institute of Training and Development.

Ingénieurs, techniciens, responsables des services après-vente et entrepreneurs de Manser Saxon, Duraco, Ecoagis, Sotratch, Beachcomber, RIU Hotel, Rey et Lenferna ainsi que du ministère de l'Energie participent à l'atelier. Ils pourront ainsi mieux se conformer aux normes européennes et éviter les accidents.

La formation prend fin le samedi 31 août.

Plus d'infos voir les vidéos :

- https://www.youtube.com/watch?time_continue=13&v=KM0wqbG9UM0
- <https://www.youtube.com/watch?v=cX-2XzLyHvc>

31 Août 2019

<https://www.lexpress.mu/article/360019/raj-mohabeer-caids-cachent-derriere->

Raj Mohabeer: «Des caïds se cachent derrière la piraterie...»

Par [Hansini Bhoobdasur](#)



Raj Mohabeer, chargé de mission à la Commission de l'océan Indien (COI).

Maurice, qui préside le groupe de contact sur la piraterie, s'est tourné vers l'Organisation des Nations unies (ONU) après que le Somaliland et le Puntland ont récemment relâché des pirates bien avant terme. Cela, alors que ces derniers ont été jugés et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement. La question devrait également être abordée au conseil de sécurité de l'ONU, le 4 septembre. Le point avec Raj Mohabeer, chargé de mission à la COI.

Veuillez nous expliquer l'origine de la piraterie.

Tout est lié au crash de l'État de la Somalie dans les années 90. Ce qui a donné naissance à un *lawless state*. Plusieurs petits «États» ont vu le jour dans un même pays. La situation économique s'est dégradée. Des jeunes étaient sans avenir et ont choisi d'avoir recours à des moyens illicites pour se faire de l'argent. C'est comme ça qu'est née la piraterie au large des côtes somaliennes.

Pourquoi ce phénomène a-t-il pris de l'ampleur dans l'océan Indien ?

Nous avons pris conscience de la piraterie à la fin des années 2000. L'océan Indien est une région stratégique privilégiée. Selon des études faites par la COI, au moins 5 000 pétroliers y transitent par année. L'océan Indien est un pont entre l'Est et l'Ouest. Les pirates l'ont bien compris et ils en profitent.

Comment Maurice s'est-il retrouvé au centre de cette affaire ?

Plusieurs raisons ont motivé sa participation. D'abord, il faut remonter à la résolution 1851 votée à l'ONU en décembre 2008. Mon interprétation de cette résolution est que la communauté internationale était impuissante face à la menace de la piraterie dans cette région. L'ONU a donc recommandé que les parties concernées se consultent et s'organisent pour combattre ce fléau. Ainsi a été créé le groupe de contact, dont Maurice fait partie. D'autres pays s'y sont joints, tels que les Seychelles, Madagascar, la Tanzanie ou encore le Kenya. Même si Maurice n'était pas affecté directement, il ne pouvait rester en dehors de ce groupe. Il faut noter que le périmètre d'actions des pirates somaliens s'étendait à plus de 1 500 km des côtes somaliennes et atteignait donc la zone économique exclusive (ZEE) de Maurice.

La piraterie est devenue un dossier prioritaire de la COI dès 2009, poussé par les Seychelles, qui était l'archipel le plus affecté. Les pirates opéraient donc en haute mer et souvent dans les ZEE de plusieurs États. Tous les pays de la région étaient concernés. D'une façon ou d'une autre, nous payons toutes les conséquences. Par exemple, la piraterie a fait flamber les frais de l'assurance pour le transport maritime. Ces augmentations dans les frais déboursés affectent naturellement les coûts de produits importés. Des navires ont commencé à avoir recours à des services de sécurité privés, avec des gardes armées et donc avec des arsenaux flottants. Par ailleurs, il y va d'une question de sécurité maritime dans la région. Les Seychelles en ont beaucoup souffert. C'est dans ce contexte que la COI a prôné la solidarité pour des actions collectives.

Comment fonctionne le groupe de contact ?

Maurice assure la présidence depuis janvier 2018 jusqu'à décembre 2019. En janvier, nous passerons le relais au Kenya. À la création du groupe de contact, plusieurs ateliers de travail ont été instaurés. D'abord, nous nous sommes attelés à la question de sécurité en haute mer. Trois principales patrouilles surveillent au large des côtes somaliennes – les forces navales de l'Union européenne, les forces combinées et des forces indépendantes. Elles ont porté leurs fruits: bien qu'elle n'ait pas été éradiquée, la piraterie a considérablement diminué dans notre région.

Un autre groupe de travail consistait à juger les pirates. Quand ces derniers étaient arrêtés par des Européens auparavant, le crime restait impuni. Ils étaient envoyés en Europe et, le plus souvent, bénéficiaient de l'asile politique. C'était une véritable aberration. Le groupe de contact a travaillé sur la possibilité de les juger dans des États et de les condamner. Quatre pays ont accepté – les Seychelles, la Tanzanie, le Kenya et Maurice. Pour des raisons humanitaires, il était convenu que les pirates soient renvoyés dans leur pays natal pour purger leur peine. Mais bien sûr, il n'a jamais été question de les relâcher avant terme. C'est un véritable scandale, qui menace de démanteler tout le système qui fonctionnait bien jusqu'à présent. Le groupe de contact s'est également penché sur toutes les manœuvres légales derrière la piraterie.

Justement, avez-vous déjà rencontré des pirates somaliens ?

Oui, j'en ai rencontré plusieurs.

Quel est leur profil ?

Ils sont tous jeunes. Probablement entre 18 et 25 ans. Je suis allé en Somalie, à Mogadishu. Autour de l'aéroport, dans un périmètre de 3 km, la sécurité est assurée par *l'African Union Mission to Somalia*, mise à disposition par l'Union africaine. Je me suis déjà aventuré au-delà de ce périmètre et je suis tombé des nues. D'abord, il n'y a pas de route adéquate,

tous les bâtiments et infrastructures sont délabrés. Mais le plus surprenant, c'est que j'ai vu plusieurs autres «armées». Des officiers qui portaient plusieurs types d'uniformes. Qui sont-ils ? Pour qui travaillent-ils, je n'en ai aucune idée.

Mogadishu est la capitale de la Somalie mais démontre toutes les caractéristiques d'un État défaillant. Je pense que c'est un peu tout ça qui incite les jeunes à choisir la piraterie. Cela leur permet de vivre confortablement. Selon mes informations, ces pirates ne s'arrêtent pas à un seul coup. Certains en font un métier. Mais je tiens à faire ressortir que bien que les infrastructures laissent à désirer en Somalie, ce pays est quand même en avance côté technologie. Incroyable mais vrai, les paiements se font par smartphone!

Que sait-on de l'organisation derrière la piraterie ?

Pas grand-chose, malheureusement. Il est difficile de remonter la piste. Comme j'ai dit plus tôt, un des groupes de travail a pour mission d'enquêter et d'explorer toutes les pistes liées à l'organisation de la piraterie. Ce que l'on sait, c'est qu'il y a des caïds derrière. Ce sont eux qui financent toutes les opérations. On ne sait pas qui ils sont et où ils vivent, ils peuvent être n'importe où et ne sont pas nécessairement des Somaliens. C'est toute une organisation, avec une importante logistique, qui se met en place durant plusieurs jours sur la côte avant que les pirates prennent la mer. Des tentes sont érigées, des pirates sont recrutés et quelques jours après, des dizaines de petits bateaux prennent le large.

Les interrogatoires des pirates et les moyens dont dispose la communauté internationale n'ont-ils pas pu permettre de lever le voile sur ce phénomène ?

Comme j'ai dit, la piraterie a diminué drastiquement mais n'a pas été éradiquée. On a pu faire arrêter des pirates qui sont maintenant conscients que leurs crimes ne resteront pas impunis. Mais les commanditaires sont

toujours libres et donc peuvent recommencer dès qu'on baisse la garde. Il semble difficile de remonter jusqu'à eux. Lorsqu'on interroge les pirates – ce qui n'est fait que dans trois pays: les Seychelles, Kenya et Maurice –, ils disent avoir été recrutés par des intermédiaires qui sont en Somalie. Nous n'avons pas de juridiction pour aller au-delà de ces obstacles. Ils peuvent citer des intermédiaires, mais qui se cachent derrière les opérations. Ça, c'est une autre question. À ce jour, aucun caïd n'a été arrêté.

Quid des *money trails* une fois que les demandes de rançon ont été payées ?

Les paiements ne se font pas par la banque. On ne connaît même pas les montants des rançons. Comment ils sont payés, à qui, nul ne le sait. C'est un chantier qui mérite toute l'attention de la communauté internationale. En 2010, la COI avait organisé une conférence ministérielle qui avait adopté une stratégie sur cinq plans, dont un qui concernait les financements illicites. À l'époque, ça s'appelait la stratégie contre la piraterie, maintenant c'est la stratégie pour la sécurité maritime. Celle-ci a fait l'objet d'actions par les pays concernés pour la mise en place d'un réseau des agences d'intelligence, à l'instar de la *Financial Intelligence Unit*. Plusieurs initiatives continuent à se faire, mais ça demande un travail soutenu et de longue haleine.

Parmi les pirates relâchés, y en a-t-il qui ont été jugés et condamnés à Maurice ?

Douze pirates ont été jugés à Maurice. La plupart ont été jugés aux Seychelles et au Kenya.

Que pensez-vous du fait que Maurice abordera le 4 septembre la question de la piraterie avec le conseil de sécurité de l'ONU ?

Il faut bien faire la nuance – Maurice fait la démarche en tant que président du groupe de contact. C'est une excellente initiative et, en même temps, Maurice avait la responsabilité de prendre des initiatives qui, je dois dire, sont très appréciées par la communauté internationale. D'ailleurs, on ne

peut rester les bras croisés. Notre ambassadeur à l'ONU, Jagdish Koonjul, rencontrera le 4 septembre le président du conseil de sécurité de l'ONU.

Une des propositions avancées concerne la COI comme structure permanente pour combattre la piraterie. Qu'est-ce que cela implique ?

Cette proposition a été mise «sur la table» par Maurice et Seychelles mais n'a pas encore été formalisée. Il faut reconnaître qu'il n'y a aucune volonté pour améliorer la sécurité maritime dans cette région du monde. La COI doit devenir cette locomotive. Ces cinq dernières années, la COI a énormément travaillé afin de mobiliser d'autres pays et institutions régionales et internationales à ce combat. Quant au groupe de contact, il continuera à exister. Nous continuerons à travailler ensemble et, d'ailleurs, nos actions portent leurs fruits. Récemment, le Puntland voulait libérer des prisonniers bien avant terme, mais a dû reculer suite à une forte mobilisation facilitée par la COI. La dernière Session plénière du groupe de contact a revu sa structure organisationne

29 Août 2019

<https://actu.orange.mg/promotion-de-lagriculture-dans-le-sud-pour-fao/>



Promotion de l'agriculture dans le Sud pour FAO

 29 Aug 2019

La FAO vient de sortir sa 8^{ème} édition de notre bulletin « FAO contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles ». Côté Madagascar, la FAO y développe son soutien dans le domaine de l'agriculture dans le grand Sud de la Grande île.

Il est à noter que dans le Sud, la FAO intervient dans les communes de Betroka, Tsivory, Beraketa, Ebelo, Ivahona, Mahabo, Ianabinda, et Marotsiraka. « Pour les communautés vivant dans ces zones sont en proie aux actes de banditisme en tant que victimes, mais aussi acteurs mobilisés par les chefs de bandes pour renforcer leurs troupes de malfaiteurs. Les femmes utilisées comme éclaireuses, informatrices, et exploitées. Les jeunes et les hommes recrutés comme milice et envoyés au front lors des opérations criminelles menées par les dahalo. Grâce aux alternatives proposées par la FAO et ses partenaires, les membres de ces communautés commencent à se libérer de ce cercle où violences et conflits avaient fait leur quotidien » lit-on dans ce rapport.

L'approche des agronomes qui évoluent avec la FAO pour aider ces populations est de « privilégier la mise en commun des moyens de production, ainsi qu'une organisation collective du travail. La mise en place de groupement a encouragé certains membres à mettre à disposition du groupe une partie de leur parcelle afin d'expérimenter les nouvelles techniques améliorées de production. Certains poussent l'entraide jusqu'à prêter du terrain de culture aux membres qui n'en disposent pas. »

La dotation de matériels agricoles comme des kits de micro-irrigations, de pompes ainsi que de charrues pour les communautés figure parmi les techniques adoptées par la FAO pour persuader ces gens de travailler ensemble. Ces dotations de matériels étaient notamment accompagnées de formations tant sur leur utilisation que sur les nouvelles techniques en termes d'agriculture, afin d'avoir plus de rendements.

Sur plusieurs fronts

La FAO est sur tous les terrains. Plusieurs projets sont à l'œuvre à Madagascar à savoir :

Le projet d'Appui au Lancement de l'Unité Régionale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (URSAN) et du Programme régional de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PRESAN) de la Commission de l'Océan Indien (COI) (PALUP),

L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle inclusive des populations par l'approche paysage (Mécanisme forêts et paysans—FFF) ; et l'utilisation des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale,

L'appui d'urgence à la mise en place d'un système de surveillance, riposte et contrôle intégré de la chenille légionnaire d'automne à Madagascar,

Coopération : Deux programmes financés par l'UE

Hier, à Antananarivo, le Ministre de l'Economie et des Finances, Ordonnateur National du FED, Richard J. RANDRIAMANDRATO, en présence de l'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE) à Madagascar, Giovanni Di GIROLAMO, a procédé à la signature de deux conventions de financement : le Programme Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives dans le Centre de Madagascar (AFAFI-Centre) pour un montant de 48 Milliards d'Ariary (12 000 000 d'Euros) et le Programme d'Appui au Développement des Exportations et à l'Intégration Régionale (PADEIR) d'un montant de 40 Milliards d'Ariary (10 000 000 d'Euros).

Le Programme AFAFI-CENTRE fait partie du secteur de concentration « développement rural » du Programme Indicatif National (PIN) 2014-2020 de l'Union Européenne (UE) à Madagascar. Du total du PIN, de 518 millions d'Euros, le montant alloué au secteur du développement rural est de 132 millions d'Euros distribué comme suit : trois programmes régionaux AFAFI-Nord (40 millions d'Euros), AFAFI-Sud (30 millions d'Euros) et AFAFI-Centre (12 millions d'Euros) et un programme national d'appui institutionnel RINDRA (50 millions d'Euros).

Ce Programme vise à améliorer durablement les revenus des ménages ruraux et à leur assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier celle des femmes et des enfants, dans un souci de préservation de l'environnement naturel dans la zone périurbaine d'Antananarivo, et notamment sur 105 communes des régions d'Analamanga et Itasy, et pour une durée de 5 ans.

Les producteurs ruraux bénéficieront de cette intervention. Les femmes feront partie des bénéficiaires privilégiés du programme, mais également les organisations de producteurs, les services techniques centraux et régionaux ainsi que les collectivités territoriales décentralisées.

Les actions qui seront menées dans le cadre de ce programme devront permettre 1) d'intensifier et de diversifier la production de filières cibles de

façon durable et inclusive, 2) de renforcer la commercialisation de produits respectueux des normes agro-écologiques, de standards de qualité et d'hygiène, incluant des produits riches en nutriments et 3) de sécuriser durablement les investissements dans les secteurs agricoles et bois-énergie.

Le Programme AFAFI-CENTRE se focalise sur les filières de production agricole (maraîchage, arboriculture fruitière, aviculture, lait et rizipisciculture), sur la filière bois énergie (reboisement, technique de carbonisation améliorée et production de foyers améliorés), et comprend aussi des volets transversales de labellisation, accès aux marchés, réglementations, sécurisation foncière, gouvernance territoriale, environnement genre et nutrition.

Le programme AFAFI-CENTRE s'appuiera sur les principaux acquis du Programme ASA (Programme d'Appui à l'Agrosylviculture Autour d'Antananarivo) d'un montant de 20 millions d'Euros, actuellement en phase de finalisation. Ce vaste programme a eu pour défi de « nourrir la capitale » à travers une large zone d'intervention qui a couvert 102 communes. Environ 50.000 producteurs, soit 250.000 personnes a bénéficié directement du programme ASA.

Le Programme PADEIR, de son côté, s'inscrit dans le champ du développement du secteur privé à Madagascar et fait ainsi suite au programme PROCOM, de 8 millions d'Euros et actuellement en phase de clôture administrative. Le PADEIR, qui est financé à hauteur de 10 Millions d'Euros sous forme de subventions de l'Union Euro-

péenne issues du Programme Indicatif Régional du 11ème FED de la zone AfOA (Afrique Orientale et Australe), contribue au développement économique durable et inclusif de Madagascar à travers une augmentation des échanges commerciaux avec l'UE et la région AfOA.

Pour atteindre cet objectif, différentes activités prévues dans le cadre du programme seront mises en œuvre sur une période de 5 ans. Elles viseront essentiellement l'amélioration de la compétitivité des filières exportatrices (notamment le textile, le tourisme et les technologies de l'information et la communication) vers les marchés de l'UE et les marchés régionaux. Parmi les activités phares de ce programme figurent la création de l'Agence de Promotion des Exportations de Madagascar (APEX), une contribution financière pour le renforcement de l'offre de formation du Fonds Malgache de Formation Professionnelle (FMFP), et d'autres activités de renforcement de capacités en matière de commerce international.

Une partie de la présente action (APEX, FMFP) sera mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence Française de Développement (AFD). Le

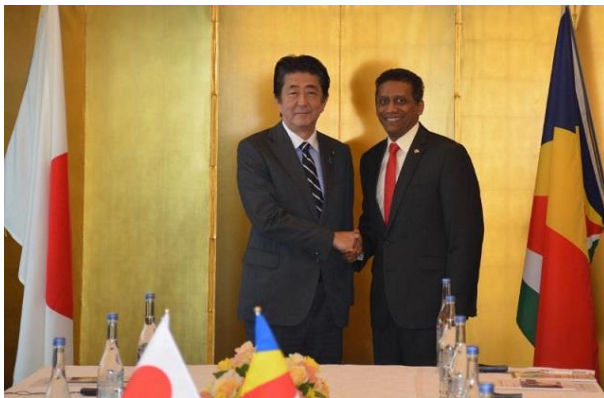
contrat de délégation couvrira à la fois un appui à la création et à l'opérationnalisation de l'Agence de Promotion des Exportations et une contribution au Fonds de Formation Professionnelle.

Les deux programmes contribuent à la stratégie présidentielle et aux priorités du Gouvernement malgache.

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11571/Le+Japon+accorde+.+millions+de+dollars+aux+Seychelles+pour+soutenir+la+scurit+maritime>

Le Japon accorde 7.1 millions de dollars aux Seychelles pour soutenir la sécurité maritime

Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Le président des Seychelles, Danny Faure, a eu un entretien bilatéral avec le Premier ministre japonais Shinzō Abe samedi matin. (State House)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles recevront une subvention de 7.1 millions de dollars (100 millions de SCR) du gouvernement japonais pour soutenir leurs efforts en matière de sécurité maritime, a annoncé State House samedi.

Le président des Seychelles, **Danny Faure**, a eu un entretien bilatéral avec le Premier ministre japonais Shinzō Abe samedi matin.

En remerciant le Premier ministre japonais, M. Faure a déclaré: «Pour compléter cette initiative et renforcer notre coopération à long terme, nous exprimons également notre sincère gratitude à votre gouvernement pour avoir accepté de nous soutenir avec une formation spécialisée et le renforcement des capacités techniques en matière de contrôle des stupéfiants.»

Il a ajouté que ce soutien contribuerait à "renforcer davantage nos capacités en matière de sécurité maritime, un domaine qui bénéficiera grandement à la population des Seychelles dans sa lutte contre le trafic de drogue et renforcera nos capacités en matière de sécurité et de sûreté maritimes".

La subvention Japon-Seychelles pour la sécurité maritime comprendra la construction des infrastructures requises, la reconstruction du siège de la police maritime et du bureau de lutte contre les stupéfiants des Seychelles,

l'achat d'équipement spécialisé pour les opérations maritimes ainsi que des patrouilleurs à grande vitesse.

Les discussions entre les deux dirigeants ont également porté sur les domaines de coopération passés entre le Japon et les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental.

«Depuis l'établissement de relations diplomatiques, nos deux pays ont développé des liens d'amitié forts et ont renforcé la collaboration aux niveaux bilatéral et multilatéral", a déclaré M. Faure.

Il a ajouté que "les Seychelles sont très reconnaissantes pour tout le soutien apporté par le Japon dans des domaines tels que l'environnement, la gestion des risques de catastrophe, l'éducation et la pêche."

Pour sa part, le Premier Ministre du Japon a réaffirmé la détermination du Gouvernement japonais à renforcer la collaboration avec les Seychelles et a évoqué la possibilité de renforcer et de diversifier les partenariats dans de nouveaux domaines tels que le tourisme.

Les deux dirigeants ont également évoqué la possibilité d'attirer des sociétés japonaises dans l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz aux Seychelles.

Le Président Faure a également remercié le Premier ministre Abe pour la mise en place de l'ambassade du Japon aux Seychelles et a présenté ses félicitations au Japon pour avoir remporté la candidature à l'organisation de l'Expo 2025. Les Seychelles et le Japon ont établi des relations diplomatiques en 1976.

Vendredi, M. Faure a assisté à la dernière séance plénière et à la cérémonie de clôture de la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7) à Yokohama, au Japon.

La déclaration de Yokohama 2019 a été adoptée lors de la session finale et le plan d'action de Yokohama pour 2019 a été approuvé. Le plan décrit la voie à suivre et diverses actions à mettre en œuvre.